

Rapport dans le cadre du débat d'orientations budgétaires 2024

Mardi 12 mars 2024



Objet du débat d'orientations budgétaires

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la Ville.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240314-DEL_2024_0304-DE

Accusé certifié exécutoire

Objet du débat d'orientations budgétaires

Sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires, un débat est organisé afin d'échanger sur les éléments suivants :

- ❖ La structure et la gestion de la dette,**
 - ❖ La structure et l'évolution des dépenses et des recettes**
- La structure et l'évolution des effectifs et de la masse salariale.**

Ce débat doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif.

Rapport d'orientations budgétaires 2024



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240314-DEL_2024_0304-DE

Accusé certifié exécutoire

Le contexte national et le projet de loi de finances 2024

L'année 2022 a vu la poursuite du rebond post-covid se heurter aux conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine. Si la croissance en moyenne annuelle est restée élevée (+ 2,5 %), le rebond des tensions d'approvisionnement, le climat d'incertitude et la hausse des prix des matières premières ont engendré une dynamique heurtée de l'activité entre les hivers 2022 et 2023, affectant particulièrement la consommation des ménages

Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1,4% en 2024 et sur une inflation anticipée à 4,9%. Le Projet de loi de finance 2024 prévoit, **l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation** (soit un rehaussement de 4,9%).

Le montant de la dotation globale de fonctionnement est augmenté de 213 683 813 euros par rapport à 2023. Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros.

Une compensation par l'État (24,7 millions d'euros en 2024) est mise en place au profit des communes et intercommunalités à fiscalité propre qui percevaient jusqu'à présent la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, perdront cette ressource.

Le coût de l'énergie (gaz, pétrole, électricité et chauffage urbain) continue d'augmenter dans des proportions inédites malgré la baisse des volumes de consommation en lien avec le plan de sobriété.



Projet de loi de finances 2024

Dépenses de l'Etat : 517 Mds€

- Des dépenses globalement en baisse pour la 1^{ère} fois depuis 10 ans
 - Mais après de fortes hausses les années précédentes liées à la crise sanitaire et à la situation économique
 - Exemple : fin progressive du bouclier tarifaire, recherche d'1 Md€ d'économie avec une revue des dépenses publiques
- Des dépenses en hausse pour certains secteurs :
 - 8 000 nouveaux fonctionnaires
 - 40 Mds€ pour la transition écologique
- Charge de la dette : + 52 Mds € liés à la hausse des taux
- Des pistes d'économie en cours d'examen

Recettes de l'Etat : 372 Mds€

- Prévision de croissance de + 1,4 %
- CVAE payée par les entreprises : la suppression restante est étalée sur 3 années
- Des taxes nouvelles sur les billets d'avions et les autoroutes
- Emprunt : 285 Mds €

Déficit prévisionnel : 145 Mds€

Voici les principales mesures qu'il faut retenir.

Trois chantiers prioritaires :

Le régalien : armée, sécurité, justice. Ce budget se verra doté de 4 milliards d'euros supplémentaires et permettra notamment de financer le dispositif de sécurité en vue des jeux olympiques et paralympiques de 2024 et de disposer de moyens humains destinés à la justice (+1 961 ETP)

La transition écologique. Le budget sera porté à 40 milliards d'euros avec 7 milliards d'euros de crédits supplémentaires.

L'éducation et la formation. Il atteindra 5.5 milliards d'euros avec la revalorisation des salaires des enseignants à la rentrée scolaire 2023 et la mise en place du « pacte enseignant » pour 2024 avec un coût annuel de 1.9milliards d'euros.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240314-DEL_2024_0304-DE

Accusé certifié exécutoire

❖ Les mesures pour les collectivités

Le montant de la hausse de la DGF des communes (dotation globale de fonctionnement) serait de 220 millions en 2024. Ainsi, 60% des communes verront leur dotation augmenter en 2024.

La dotation pour les titres sécurisés augmentera et sera fixé à 100 millions d'euros.

Le PLF 2024 instaure un nouveau zonage pour la taxe sur les logements vacants perçue par l'Etat. En raison de ce nouveau zonage, des communes qui avaient institué cette taxe pourraient en perdre le bénéfice. Un mécanisme de compensation intégrale de la suppression de la THLV pour les communes concernées sera créé.

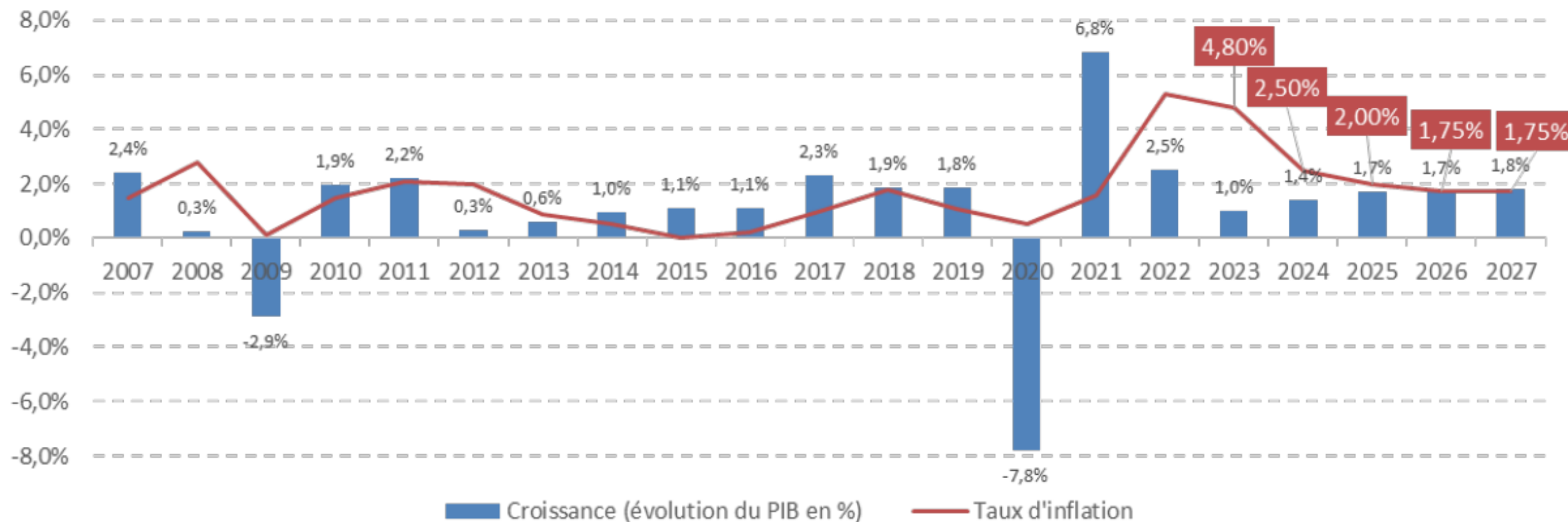
2 milliards seront destinés au soutien des collectivités au travers la DETR, DSIL, FNADT.

Le dispositif « fonds vert » sera prolongé et renforcé avec une allocation de 2.5 milliards d'euros.

Les dépenses d'aménagement seront réintégrées dans l'assiette du Fonds de compensation de la TVA. Le FCTVA atteindra donc plus de 7 milliards d'euros en 2024.

Projet de loi de programmation des finances publiques

Croissance économique et inflation



- Une hypothèse de croissance entre 1,4 % et 1,8 % sur la période 2027-2028

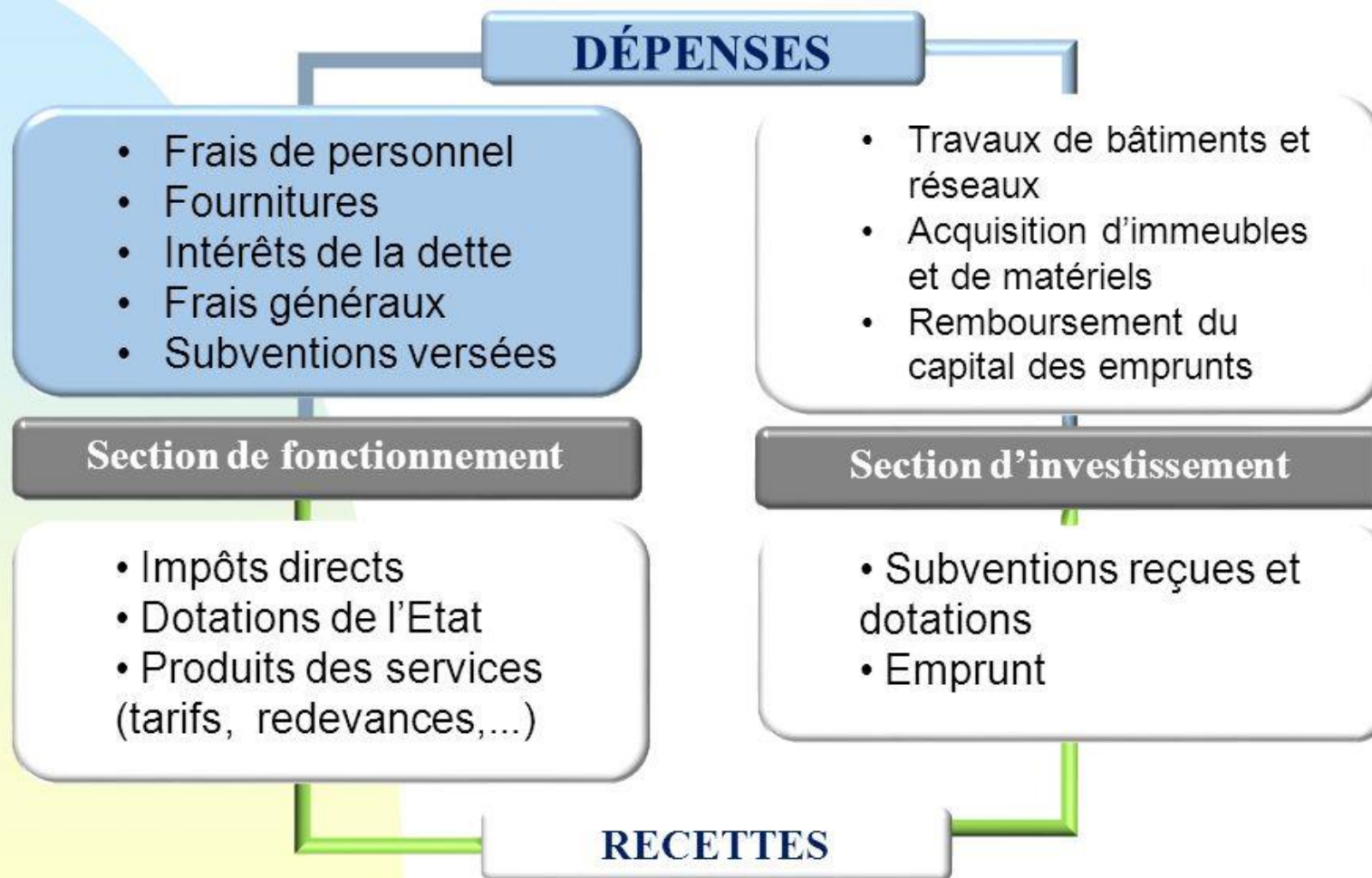
La préparation budgétaire 2024

Budget principal

Pour mémoire, l'équilibre annuel du budget repose sur les conditions suivantes :

- ① Le budget doit être équilibré par section
- ② Les dépenses et recettes doivent être évaluées de façon sincère
- ③ Le remboursement du capital de la dette doit être couvert par des ressources propres
 - ➡ Les ressources propres : l'autofinancement prévisionnel ou de manière plus large également les ressources d'investissement hors emprunt et hors subventions d'investissement

Présentation simplifiée du budget



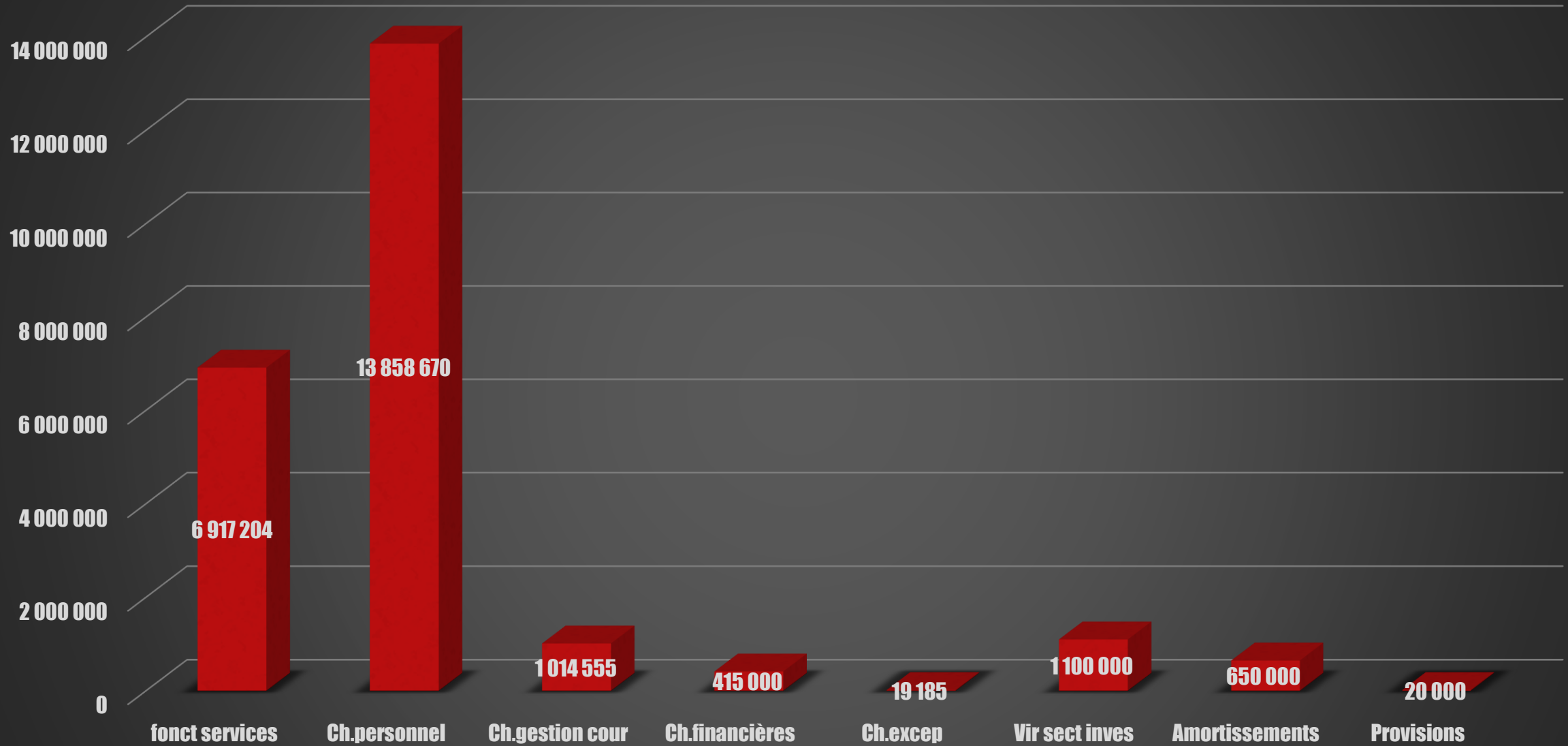
Les orientations en fonctionnement

En prenant en compte le contexte, il s'agira de maintenir les efforts afin de poursuivre cette rigueur. Afin d'atteindre les objectifs budgétaires, les montants à inscrire au budget primitif 2024 s'appuieront sur les réalisés 2023. Une analyse de chaque fonctionnement est nécessaire afin de justifier les écarts.

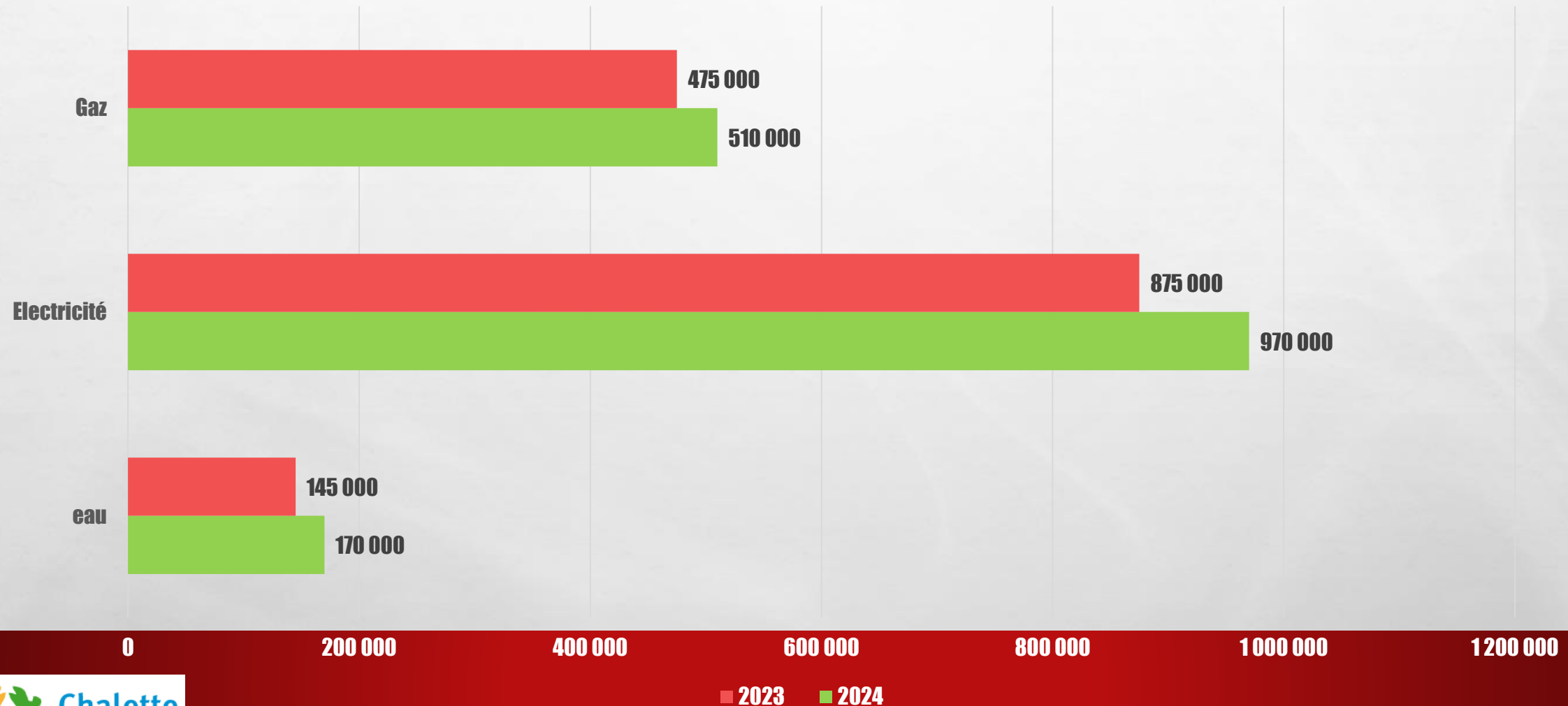
- + La rationalisation des recrutements, avec priorité donnée aux mutations internes et aux reclassements des agents en attente de mobilité.
- + Démarche de prévention des risques au sein de la collectivité.
- + S'inscrire dans une politique de recrutements sur la base de remplacements non généralisés, de la mise en place progressive d'une Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences. Il sera attendu un soin particulier à la politique de gestion des ressources humaines dans le cadre d'une montée en efficacité de l'ensemble des services compatible avec une amélioration générale du bien-être au travail. Il s'agira donc de veiller à la plus stricte discipline dans l'évolution des effectifs tout en travaillant à une meilleure valorisation des agents en poste.
- + Les créations de postes liées à l'évolution de l'organigramme en lien avec l'optimisation des moyens de la collectivité seront conditionnées, dans la mesure du possible, à des suppressions équivalentes afin de ne pas augmenter les effectifs en termes d'ETP.

- + Dématérialisation des circuits comptables
- + Analyse de fonctionnement et réorganisation des services
- + Une solidarité des services dans la mesure du possible devra être accentuée favorisant la mutualisation et la charge de travail. Notamment sur l'ensemble des activités sur la période estivale 2024.
- + Continuer le développement de l'infrastructure informatique
- + Mise en place des projets de services et de pôles
- + S'assurer que toute nouvelle activité soit financée par une baisse de dépense ou une recette équivalente dans une logique de priorisation.
- + Réfléchir une possible externalisation de certaines missions
- + Être force de proposition sur des thématiques en lien avec l'enfance jeunesse (Cité Educative) et la parentalité.
- + Anticiper le devenir des dispositifs d'états (contrat de ville, réussite éducative, CTG, ARS...)
- + S'inscrire dans la recherche perpétuelle de subventions nouvelles ou reconduites.
- + Développer la participation citoyenne
- + Formaliser le rôle de chef de projet

section fonctionnement BP 2024



Fluides



Les orientations en investissement

Cette section devra s'accompagner d'une recherche soutenue de nouveaux financements des projets. La capacité d'autofinancement brut est souhaitée au niveau de référence de 2023, ce qui permet de maintenir un effort d'investissement soutenu.

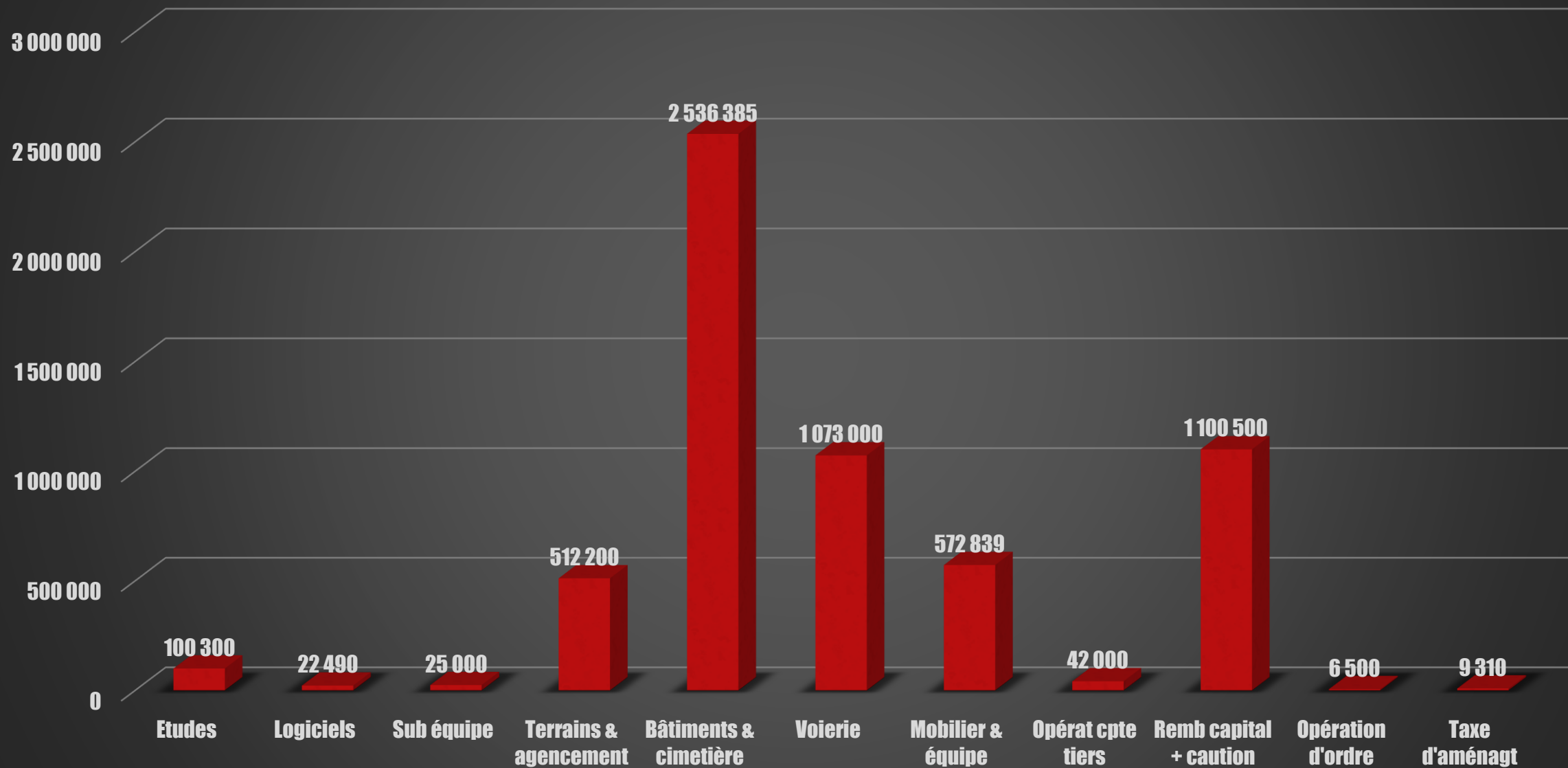
Néanmoins, la forte hausse des dépenses liée à l'inflation devrait faire diminuer fortement la capacité d'autofinancement à compter de 2024.

La poursuite en 2024 des orientations fixées :

- ✚ La finalisation des vestiaires et locaux administratifs du centre technique municipal.
- ✚ La poursuite de la mise en accessibilité des établissements recevant du public,
- ✚ Des travaux de rénovation et notamment énergétiques dans les bâtiments administratifs,
- ✚ Déconstruction de l'école du Bourg
- ✚ Un soin particulier sera apporté aux travaux d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers.
- ✚ Notre programme en matière d'environnement : plan de végétalisation et développement du patrimoine arboré, pistes cyclables, suivi écologique.
- ✚ La poursuite des travaux pour la rénovation et l'évolution de l'éclairage public, vers du 100 % LED, rendus encore plus indispensables par la hausse du coût de l'électricité.

- + Poursuite des travaux de rénovation dans les écoles (performance énergétique, mise en accessibilité, sécurité...).
- + Construction du point accueil jeunes
- + Déconstruction du gymnase Eluard
- + Finalisation de la rue Voltaire prolongée, rue cités St Gobain,
- + Rafrachissement des vestiaires de la Garenne
- + Aménagement de l'avenue Jean Jaurès (Chiffrage)
- + Analyse des besoins d'un futur CMS
- + Etude d'un complexe sportif stade Maillet
- + Remise aux normes du Hangar
- + Programme voirie
- + Renouvellement des matériels informatiques et du mobilier dans les écoles et les restaurants scolaires.
- + Locaux administratifs des cimetières
- + Etat des lieux des toitures à Barbusse et CACB. Renouvellement des véhicules et engins techniques
- + Renouvellement des matériels, outillages et mobiliers des services.
- + Renouvellement de matériels de cuisson à la cuisine centrale,
- + Aménagement dortoirs crèche
- + Equipement de la salle des commissions de l'HDV d'un nouveau dispositif vidéo

Section investissement BP 2024



Budget prévisionnel au 12/03/2024 (arbitrages en cours)

Section investissement

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Les études | 100 300 € |
| Logiciels | 22 490 € |
| Subvention d'équipement | 25 000 € |
| Terrains et agencement | 512 200 € |
| Bâtiments et Cimetière | 2 536 385 € |
| Voirie | 1 073 000 € |
| Matériel, mobilier et équip. | 572 839 € |
| Opérations pour cpte de tiers | 42 000 € |
| Remb capital + caution | 1 100 500 € |
| Opération d'ordre | 6 500 € |
| Taxe d'aménagement | 9 310 € |

6 000 524 €

Section fonctionnement

| | |
|------------------------------|--------------|
| Charges à caractère Général | 6 917 204 € |
| Charges du Personnel | 13 858 670 € |
| Charges de gestion courante | 1 014 555 € |
| Charges financières | 415 000 € |
| Charges exceptionnelles | 19 185 € |
| Virement à la section INVEST | 1 100 000 € |
| Amortissements | 650 000 € |
| Provisions | 20 000 € |

23 994 614 €

BP REALISE 2023

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| LES ÉTUDES | 15 795 € |
| LOGICIELS | 21 264 € |
| TERRAINS ET AGENCEMENT | 504 165 € |
| BÂTIMENTS ET CIMETIÈRE | 1 545 440 € |
| VOIRIE ET ESPACES VERTS | 122 541 € |
| MATÉRIEL, MOBILIER ET ÉQUIPEMENTS | 204 877 € |
| OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 866 366 € |
| REMBOURSEMENT CAPITAL + CAUTION | 1 220 944 € |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 135 000 € |
| OPÉRATIONS D'ORDRE | 363 782 € |
| TAXE D'AMÉNAGEMENT | 11 137 € |
| DÉFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ | 2 585 361 € |

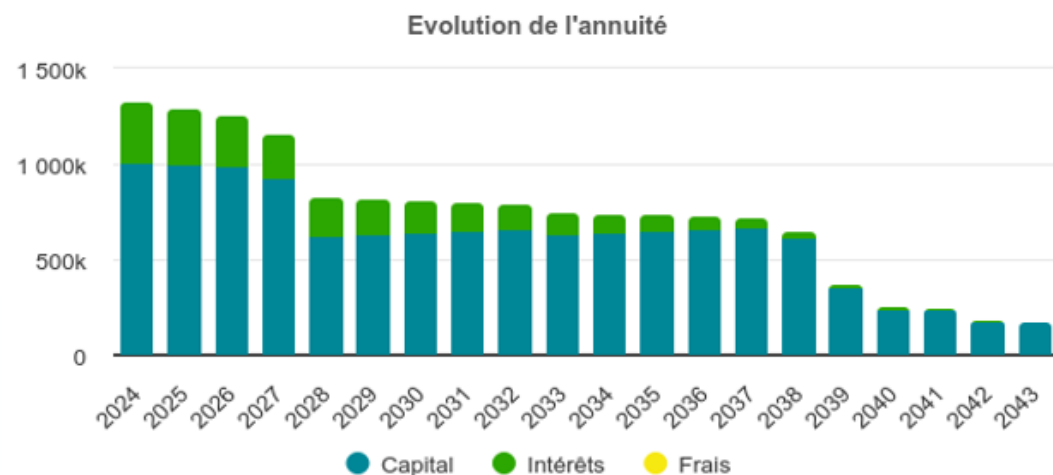
7 596 672 €

| | |
|-----------------------------|--------------|
| CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL | 4 192 981 € |
| CHARGES DU PERSONNEL | 12 514 144 € |
| CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 010 434 € |
| CHARGES FINANCIÈRES | 336 557 € |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 15 725 € |
| OPÉRATIONS D'ORDRE | 1 188 961 € |
| PROVISIONS | 10 000 € |

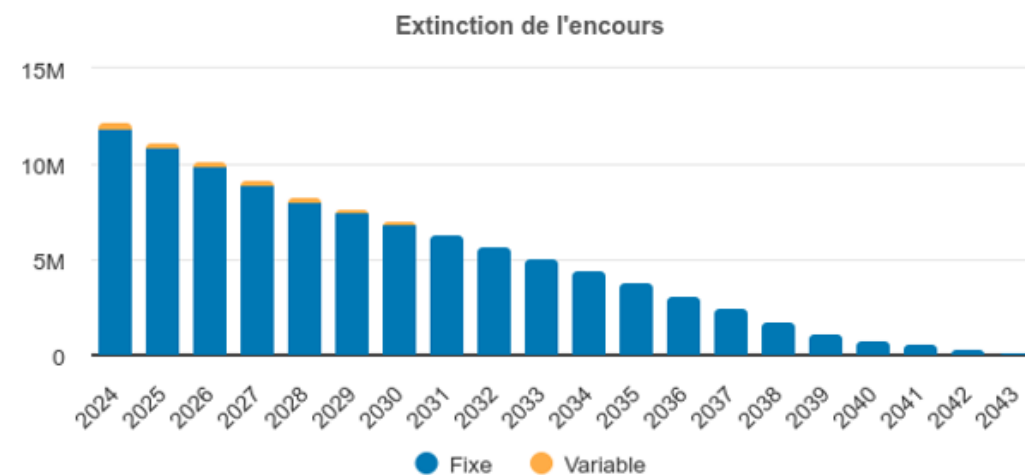
19 268 803 €

Profil de la dette

Evolution de l'annuité



Extinction de l'encours

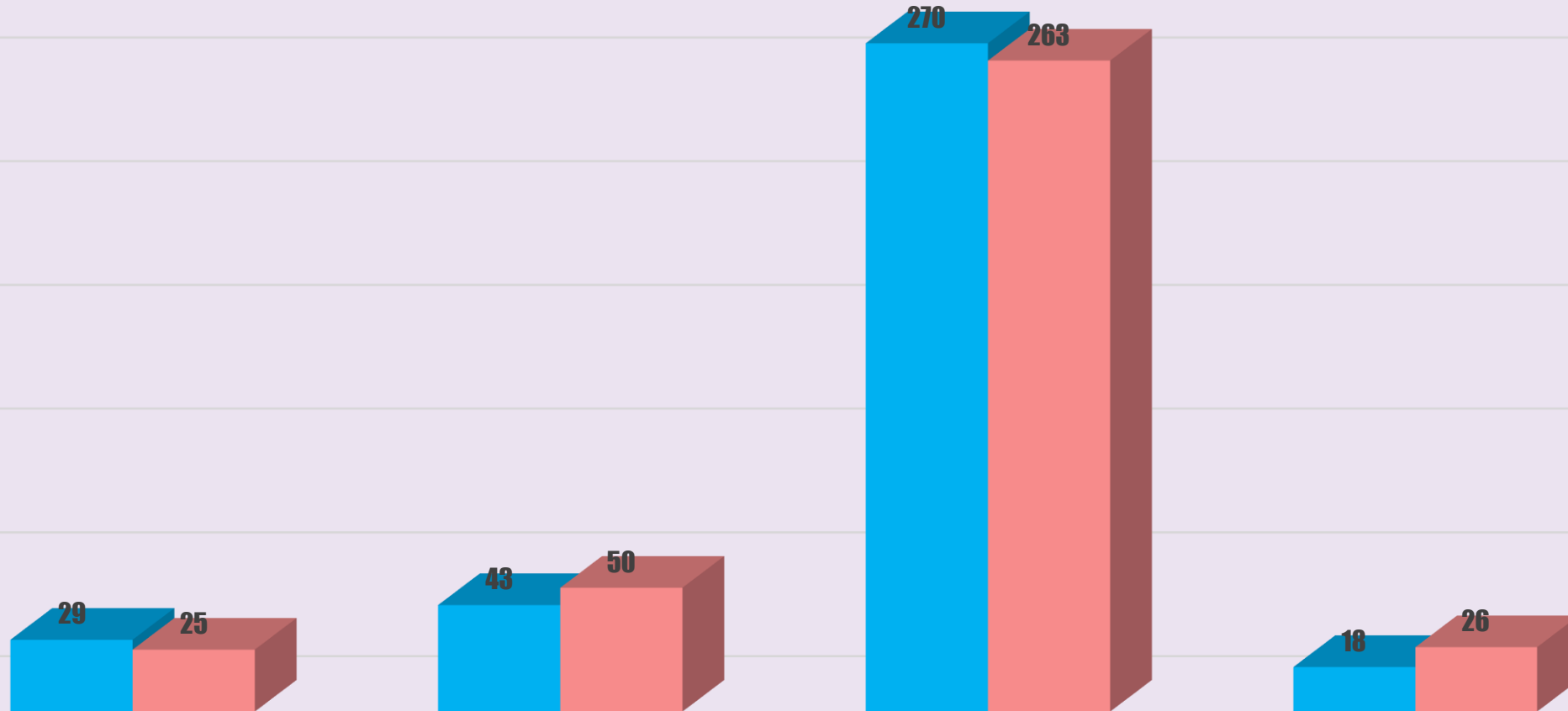


Focus sur la masse salariale et les effectifs

| | |
|-----------------------------------|----------------------|
| CHAPITRE 11 | 108 090,00 |
| Formations / 6184 | 68 090,00 |
| Voyages et déplacements / 6251 | 40 000,00 |
| | |
| CHAPITRE 12 | 13 503 975,00 |
| Salaires services | 13 264 875,00 |
| Assurance du personnel | 65 000,00 |
| Enveloppe de sécurité (idem 2023) | 35 000,00 |
| GIPA 2024 | 26 000,00 |
| Indemnité fonctions itinérantes | 20 000,00 |
| Forfait mobilités durables | 18 000,00 |
| Rattrapage NBI régies | 14 250,00 |
| Enveloppe Revalorisation RI | 10 000,00 |
| Salaires GUSO (1 intermittent) | 33 500,00 |
| Autres charges | 17 350,00 |
| | |
| CHAPITRE 65 | 246 605,00 |
| | |
| TOTAL BP RH 2024 | 13 858 670,00 |
| | |

Agent par catégorie

300
250
200
150
100
50
0



Cat.A

Cat.B

Cat.C

Autres

■ 2024 ■ 2023



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240314-DEL_2024_0304-DE

Accusé certifié exécutoire

Analyse par sexe



42,04 Ans

Age Moyen

70%

Effectifs

3 002 €

Dépense brute
moyenne



43,30 Ans

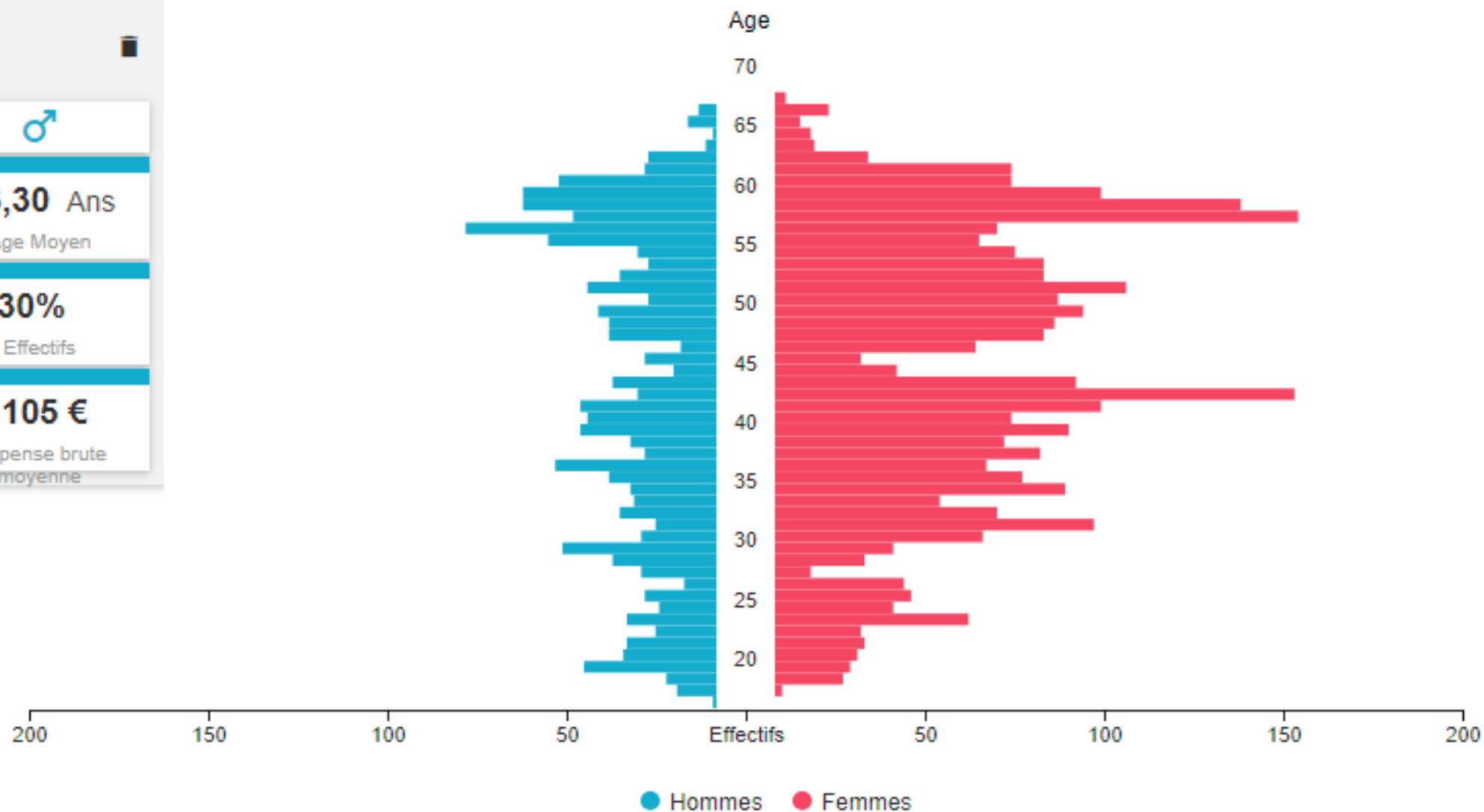
Age Moyen

30%

Effectifs

3 105 €

Dépense brute
moyenne



| Cadre d'emploi (Effectif) | Janv. 2024 | Janv. 2023 |
|---|------------|------------|
| (Hors cadres d'emploi) Autres (Autres) | 1 | 1 |
| (Hors cadres d'emploi) Enseignants (Autres) | 14 | 22 |
| Adjointes administratifs territoriaux (Catégorie C) | 42 | 40 |
| Adjointes techniques territoriaux (Catégorie C) | 106 | 110 |
| Adjointes territoriaux d'animation (Catégorie C) | 90 | 82 |
| Adjointes territoriaux du patrimoine (Catégorie C) | 3 | 3 |
| Agents de maîtrise territoriaux (Catégorie C) | 10 | 10 |
| Agents de police municipale (Catégorie C) | 6 | 6 |
| Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Catégorie C) | 8 | 9 |
| Aides-soignants territoriaux (Catégorie B) | 1 | 1 |
| Animateurs territoriaux (Catégorie B) | 5 | 6 |
| Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques (Catégorie B) | 1 | 1 |
| Assistants territoriaux d'enseignement artistique (Catégorie B) | 7 | 6 |
| Assistants territoriaux socio-éducatifs (Catégorie A) | 3 | 2 |
| Attachés territoriaux (Catégorie A) | 9 | 10 |
| Autres (Autres) | 1 | 3 |
| Auxiliaires de puériculture territoriaux (Catégorie B) | 8 | 9 |
| Cadres territoriaux de santé paramédicaux (Catégorie A) | 1 | 1 |
| Chefs de service de police municipale (Catégorie B) | 1 | 1 |
| Conseillers territoriaux APS (Catégorie A) | 1 | 1 |
| Educateur territorial de jeunes enfants (Catégorie A) | 1 | 1 |
| Educateurs territoriaux APS (Catégorie B) | 9 | 13 |
| Emploi aidé (Catégorie C) | 4 | 2 |
| Ingénieurs territoriaux (Catégorie A) | 1 | 1 |
| Médecins territoriaux (Catégorie A) | 8 | 8 |
| Opérateurs territoriaux APS (Catégorie C) | 1 | 1 |
| Puéricultrices territoriales (Catégorie A) | 1 | 0 |
| Rédacteurs territoriaux (Catégorie B) | 8 | 8 |
| Techniciens territoriaux (Catégorie B) | 3 | 5 |
| Totaux | 354 | 364 |

Analyse et réorganisations des services

- L'année 2023 a été marquée par une de **nombreuses réorganisations** au sein de l'administration municipale, qui ont débouché pour certaines sur des créations de postes, et ont permis à plusieurs agents d'évoluer dans leurs missions et/ou leur rémunération.
 - Création de 2 postes d'animateurs jeunesse secteur 16-25.
 - Fusion des services Jeunesse et sports avec une direction commune. Créations de postes d'assistante administrative et de référente jeunesse, nouvelle direction de structure.
 - Création d'un poste d'assistante administrative au pôle Solidarité de proximité, en remplacement du poste de direction adjointe de pôle
 - Création d'un poste de référente CAF/CME, en remplacement du poste de direction adjointe du pôle Vie scolaire
 - Mouvements de personnel : administration des ST (2 nouveaux agents), Maison des associations (mutation interne), chef d'équipe Bâtiments.
 - Recrutement par voie de mutation d'une nouvelle direction de pôle Affaires générales.
- Poursuite de ces réorganisations sur 2024

| | 2023 | 2024 |
|--|----------------|--------------|
| Forfait mobilités durables | 16 000 € | 18 000 € |
| Formations | 50 000 € | 68 000 € |
| Hausse de 1,5% du point d'indice au 01/07/2023 | + 76 502 € | + 152 200 € |
| Impact de la revalorisation des bas salaires catégories C et B | + 42 709 € | + 91 145€ |
| GIPA | 26 000 € | 26 000 € |
| Budget RH Chap 11;12;65 | A venir | 13 868 670 € |
| Impact de la mesure d'ajout de 5 points d'indice à l'ensemble des agents au 01/01/2024. | | + 120 043 € |
| Impact de l'augmentation des cotisations patronales CNRACL + 1 point au 01/01/2024 (de 30,65% à 31,65%). | | + 49 000 € |

Une **politique salariale dynamique et volontariste** en faveur de l'évolution de la carrière des agents :

Les formations : prise en charge de formations diplômantes (périscolaire, jeunesse), de formations de professionnalisation (CNFPT) permettant aux agents d'évoluer en compétences, ainsi que les formations de préparation aux concours et examens.

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (**Gipa**) a pour but de compenser votre perte de pouvoir d'achat si votre rémunération a peu augmenté au cours des 4 dernières années.

En retenant un taux d'inflation de 8,19% sur la période décembre 2018-décembre 2022 – la gipa a entraîné un coût de 26 000€ supplémentaire pour la commune sur le budget 2023. Une somme identique a été prévue pour la GIPA 2024, en raison du niveau de l'inflation qui reste élevé.

Le forfait mobilités durables mis en place en 2022 pour inciter les agents à effectuer les trajets domicile/travail en covoiturage ou à l'aide d'un vélo ou autre engin électrique : de 4 000€ en 2022 à 16 600€ au titre de l'année 2023 (impact sur le budget 2024).